
Points clés

- En dépit de la reprise des négociations russo-américaines sur la prolongation de l'accord New START, une évolution du régime de contrôle des armements nucléaires semble inéluctable. L'éventuel futur accord sera probablement plus souple, multilatéral et devrait s'étendre aux armes stratégiques conventionnelles.

- Moscou aurait intérêt à renoncer aux projets coûteux de « super-armes » et à renforcer la composante mobile des Forces nucléaires.

- La mise en œuvre d'une « dissuasion conventionnelle », s'avérerait extrêmement coûteuse. La dissuasion nucléaire doit rester la priorité.

Nucléaire et dissuasion

Pour D. Stefanovitch, de l'Institut de l'économie mondiale et des relations internationales (IMEMO), les États-Unis et la Russie ont manifesté une approche constructive lors de la reprise des négociations sur la prolongation du New START le 22 juin à Vienne. Parmi les initiatives prometteuses figure notamment la création d'un groupe de travail consacré aux armes non régies par le traité actuel. De fait, compte tenu du risque de déploiement de systèmes d'armes américains (nucléaires ou non) dirigés contre la Russie après l'abandon du traité sur les Forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI), **Moscou a tout intérêt à promouvoir une approche de la stabilité stratégique incluant à la fois les armes nucléaires et conventionnelles.** En outre, la Russie doit s'efforcer d'impliquer dans la négociation la France et le Royaume-Uni. **Les cinq puissances nucléaires (dont la Chine) pourraient notamment s'accorder sur le volet naval de leur triade nucléaire**, où leurs capacités sont relativement symétriques (*Rossiia v globalnoi politike*, 3 juillet 2020).

Le président du *Russian International Affairs Council* (RIAC) I. Ivanov anticipe une **évolution du régime de contrôle des armements nucléaires vers celui de gestion des armements nucléaires.** Les futurs accords dans ce domaine seront probablement multilatéraux (sur le modèle de l'Accord de Vienne sur le nucléaire iranien), plus souples, moins contraignants juridiquement. Pour fonctionner, ils nécessiteront l'instauration de nombreux canaux de communication à tous les niveaux, y compris opérationnel, et des discussions sur les doctrines respectives (*Rossiiskaia gazeta*, 5 juillet 2020).

Pour le journaliste de *Voïenno-Promychnyï Kourier* V. Koutcherenko, **les États-Unis ne parviendront pas à concevoir un dispositif de défense antimissile impénétrable. Par conséquent, la Russie doit abandonner les projets inutiles et coûteux**, comme la torpille *Poséidon*. Les travaux sur le missile de croisière à propulsion nucléaire *Bourevestnik*, dangereux pour les Russes eux-mêmes, doivent cesser. Il n'est pas non plus judicieux de miser sur les sous-marins nucléaires lanceurs d'engins, car la Marine n'est pas en état de les protéger. **Moscou devrait en revanche doter ses forces nucléaires d'un système de commandement et de contrôle mobile, et intensifier la conception de systèmes mobiles de missiles sol-sol.** En outre, il faudrait augmenter le nombre de satellites pour le système d'alerte d'attaque de missiles « *Koupol* », seuls quatre ayant été déployés sur les dix initialement prévus (*Voïenno-Promychnyï Kourier*, 8 juillet 2020).

Pour A. Ermakov (du RIAC) et D. Stefanovitch, **l'opportunité d'une « dissuasion conventionnelle » est discutable.** Détruire les infrastructures militaires d'un adversaire puissant (comme l'OTAN) nécessiterait une quantité considérable de missiles conventionnels. Il serait toutefois efficace de cibler son système d'approvisionnement en énergie, ses nœuds de transport et ses infrastructures de communication. Au-delà de cette « dissuasion par la menace de riposte », **une autre approche, vers laquelle la Russie semble s'orienter, est celle de « dissuasion par déni » : il s'agit de créer des conditions dans lesquelles l'ennemi ne peut pas effectuer certaines actions ou garantir leur succès.** En tout état de cause, la dissuasion non nucléaire, basée sur des systèmes d'armes complexes, un déploiement massif et une préparation au combat accrue, voire permanente, se révélerait très coûteuse. Dans un contexte de crise économique, la dissuasion nucléaire reste l'option

Points clés

- L'armée russe doit accentuer le développement de technologies et d'armes spécifiquement destinées à la lutte contre les formations irrégulières.

- Pour certains experts, le succès du vote pour la réforme constitutionnelle ne doit pas masquer la déception croissante de la population à l'égard du régime. D'autres estiment au contraire que ce vote confirme la légitimité populaire du Kremlin.

- La mise en retrait de Vladimir Poutine de la scène politique intérieure et le contexte biélorusse et incitent les élites russes à amorcer la transition du pouvoir.

la plus pertinente (*Russian International Affairs Council*, 23 juin 2020).

« Art de la guerre »

Selon K. Sivkov, vice-président de l'Académie des sciences de missiles et d'artillerie (RARAN), le conflit syrien a révélé les limites des capacités de l'armée russe dans un contexte de guérilla. Pour y remédier, **Moscou doit développer des moyens de renseignement spécifiques contre les forces irrégulières** (généralement de petites unités mobiles). L'utilisation d'outils d'analyse hyper-spectrale et de munitions guidées de haute précision s'appuyant également sur les technologies hyper-spectrales pourraient répondre à cet objectif. En outre, pour minimiser les destructions et les décès de civils, Moscou devrait déployer des robots de combats légers sur châssis mobile équipés de mitrailleuses ou de petits lance-grenades, ainsi que des drones de petite taille destinés à mener des frappes « chirurgicales », particulièrement efficaces dans les combats en milieu montagneux, forestier ou urbain. Enfin, il serait pertinent de restaurer la flotte de porte-avions et de concevoir des navires de type monitor pour soutenir les débarquements ou les opérations menées non loin des côtes en cas d'attaque surprise par les formations irrégulières (*Voiënno-Promychnyyi Kourier*, 17 juin 2020).

M. Kalachninov, de *Voiënno-Promychnyyi Kourier*, estime que la Russie n'a pas d'intérêt à surinvestir dans la conception de systèmes d'armes coûteux (missiles hypersoniques, torpille nucléaire...) qu'elle n'utilisera probablement jamais. **Moscou doit se concentrer sur le développement de forces spéciales sur le modèle de l'ancien Office of Strategic Services (OSS) britannique**, qui menait efficacement des opérations subversives sur plusieurs continents et qui a œuvré à la conception d'armes innovantes dédiées à ce type de missions (*Voiënno-Promychnyyi Kourier*, 4 août 2020).

Outil militaire : capacités et modernisation

A. Timokhine, de *Vzgliad*, pointe la crise traversant l'aviation navale russe. « Parent pauvre » des forces navales auxquelles elle est mal intégrée (tant sur les plans techniques et opérationnels que symboliques [grades différents]), elle est sous-équipée et son rôle reste mal défini par le haut commandement militaire. Une réforme structurelle de la Marine doit être menée pour restaurer ses capacités (*Vzgliad*, 17 juillet 2020).

Élites / Siloviki

Pour A. Kolesnikov, du Centre Carnegie de Moscou, les résultats du vote pour la réforme constitutionnelle ne reflètent pas la confiance de la population envers le pouvoir, mais plutôt sa dépendance économique vis-à-vis de l'État et l'absence d'alternative. **À moyen et long termes, la frustration générée par ce « vote obligé » et la baisse de popularité du président Poutine devraient s'accroître**, fragilisant le régime (*Forbes*, 2 juillet 2020). Un rapport de *Minchenko Consulting* offre un constat différent : depuis les élections présidentielles de 2012, le pouvoir fonctionne en « cycles courts », ce qui lui permet de valider régulièrement sa légitimité auprès de la population : référendum pour la Crimée en 2014, élections parlementaires de 2016, élection présidentielle de 2018. En 2020, **le « plébiscite » de V. Poutine dans le contexte des crises économique et sanitaire confirme la viabilité du régime** (*Minchenko Consulting*, juillet 2020).

Le journaliste A. Pertsev, de *Meduza*, observe que le Premier ministre Michousteine, le maire de Moscou Sobianine et le vice-président du Conseil de sécurité Medvedev sont de plus en plus actifs sur la scène publique (en particulier sur le réseau *Telegram*, qui apparaît comme le principal « champ de bataille » des élites politiques russes). Il apparaît désormais clairement que **la compétition pour succéder à V. Poutine a commencé**. Depuis le déclenchement de la crise en Biélorussie, les élites dirigeantes russes ont pris conscience que l'inertie politique serait un pari trop risqué pour leur propre avenir. En outre, elles semblent avoir pris acte de la mise en retrait du président russe, particulièrement flagrante depuis la crise du Covid-19 (*Centre Carnegie de Moscou*, 20 août 2020).

Points clés

- Les dispositions de la nouvelle Constitution en matière de politique étrangère sont préoccupantes : elles « gravent dans le marbre » une orientation marquée par la défiance et le protectionnisme, là où des mesures conjoncturelles auraient suffi.
- Le retrait des troupes américaines de l'Allemagne pourrait entraîner leur redéploiement aux frontières russes. Moscou devrait alors être particulièrement vigilant quant aux infrastructures mises en place.
- Le maintien de la loyauté et de l'unité des structures de force par A. Loukachenka est la clé de la survie de son pouvoir. Les *siloviki* semblent à ce stade associer leur destin à celui du président, mais joueront quoi qu'il en soit un rôle déterminant dans les évolutions du régime.

La rédaction de *Nezavissimaïa Gazeta* estime que l'instabilité politique en Biélorussie incite les *siloviki* et conservateurs russes à intensifier leur activité afin de préserver la « verticale du pouvoir », de renforcer la fermeture du pays et d'entretenir la confrontation avec l'Occident. L'empoisonnement présumé de l'opposant A. Navalny pourrait servir leurs intérêts (*Nezavissimaïa Gazeta*, 26 août 2020).

Contexte stratégique

A. Kortounov, directeur général du *Russian International Affairs Council* (RIAC), estime que **le vecteur défensif (*okhranitelnyï*) de politique étrangère tracé par les récents amendements constitutionnels est préoccupant**. La Russie y est présentée comme évoluant dans un environnement hostile et devant se préparer à des tentatives de démembrement menées par ses ennemis. La législation russe est placée au-dessus des textes internationaux. Les hauts fonctionnaires ne sont plus autorisés à entretenir des « liens étroits » avec des pays étrangers (propriétés, comptes bancaires). Certes, l'instabilité actuelle incite légitimement à des mesures de protection. Cependant, la Constitution fixe le cap pour les décennies à venir et Moscou risque de manquer de souplesse pour s'adapter en cas de retour possible à une conjoncture plus favorable. En suivant cette tendance, la Russie risque de devenir non pas un « État forteresse » (à l'instar de la Chine qui combine protectionnisme et activisme international), mais un « État bunker », isolé du monde (*Russian International Affairs Council*, 13 juillet 2020).

Russie /Occident

Selon le directeur du Centre d'études militaires et politiques du MGIMO A. Podberezkine, le retrait annoncé par D. Trump de 11 900 soldats américains présents en Allemagne pourrait s'étaler sur plusieurs années avant leur potentiel redéploiement en Pologne ou dans les Pays baltes. **Moscou doit veiller à ce que le déploiement éventuel de soldats américains près des frontières russes ne s'accompagne pas de l'installation d'infrastructures susceptibles d'accueillir des armements lourds** (*Eurasian Defense*, 10 août 2020).

Biélorussie

Contexte intérieur

Le politologue M. Komine, directeur d'études au Centre pour la gouvernance développée (TsPUR) (Moscou) constate la répression inédite des manifestations par les structures de force biélorusses, les très rares défections en leur sein et l'absence de scission entre leurs différents organes. Il apparaît que **les *siloviki* biélorusses** – en premier lieu les organismes du ministère de l'Intérieur (OMON, SOBR) et des services de sécurité (KGB) – **continuent d'associer leur avenir à celui d'A. Loukachenka. Pérenniser leur loyauté reste un enjeu crucial pour le président**, qui fait face à quatre fronts : les manifestations de rue, les actions de l'opposition, la pression internationale et les grèves des grandes entreprises d'État. Pour A. Baounov, du Centre Carnegie de Moscou, **l'intensification de ce dernier front pourrait entraîner une division au sein des structures de force, socialement et idéologiquement plus proches des membres de la classe ouvrière**. Privé du soutien de la majorité de la population, A. Loukachenka devrait s'appuyer de plus en plus sur les services de sécurité, déjà largement présents au sein du gouvernement et de l'administration présidentielle, selon A. Chraïbman du site biélorusse indépendant TUT.BY. **La survie du régime étant entre leurs mains, certains *siloviki* pourraient voir leur influence se renforcer ; ils pourraient jouer un rôle déterminant dans le reformatage vraisemblable du régime** (*RBK*, 13 août 2020 ; *Centre Carnegie de Moscou*, 15 août 2020 ; *Centre Carnegie de Moscou*, 12 août 2020).

L'économiste de TUT.BY S. Tchalyï estime qu'en l'absence de dialogue, la crise politique en Biélorussie pourrait se poursuivre jusqu'à l'épuisement d'un des deux camps. En définitive, « l'économie aura le dernier mot », les grèves prolongées risquant de précipiter l'effondrement du pays (*Nezavissimaïa Gazeta*, 24 août 2020).

Points clés

- La crise en Biélorussie ne doit pas être considérée comme une nouvelle « révolution de couleur », mais comme un phénomène nouveau de mutation des régimes postsoviétiques amorcé en Arménie en 2018.
- La dépendance économique de Minsk à l'égard de Moscou écarte le scénario d'une rupture brutale entre les deux pays ou d'une invasion de la Biélorussie par l'armée russe.
- La participation de la Russie à la transition du pouvoir en Biélorussie apparaît comme la seule option raisonnable pour sortir de la crise et préserver la relation bilatérale.
- Moscou n'a plus d'intérêt à maintenir ses radars d'alerte précoce en Biélorussie, mais ne peut renoncer à toute présence militaire dans le pays. Il cherchera probablement à profiter de l'instabilité intérieure pour convaincre Minsk d'accepter l'installation de bases militaires russes.

Relations avec la Russie (aspects politiques)

Pour F. Loukianov, rédacteur en chef de la revue *Rossia v globalnoi politike*, le scénario biélorusse est **la manifestation d'un nouveau phénomène de transformation des États postsoviétiques**, amorcé en 2018 avec la chute du régime de Serge Sarkissian en Arménie. Ce phénomène **se distingue des « révolutions de couleur » survenues à partir des années 2000**, marquées par une intense compétition géopolitique entre Russie et Occident, une externalisation rapide du conflit et une volonté de rupture et d'émancipation vis-à-vis de Moscou. Malgré les tentatives contradictoires d'A. Loukachenka de donner une dimension géopolitique aux événements (invocation de la menace russe pendant la campagne et de l'influence de l'Occident sur l'opposition après l'élection, etc.), **le facteur externe revêt une moindre importance dans le cas biélorusse, tant les ressorts de la contestation relèvent de problèmes internes**. L'intégration profonde des économies russe et biélorusse dans le cadre de l'État de l'Union et de l'Union économique eurasiennne **écarte d'emblée l'hypothèse d'une rupture brutale entre les deux pays, quelle que soit l'évolution de la situation** (*Rossia v globalnoi politike*, 10 août 2020).

Pour D. Trenine, directeur du Centre Carnegie de Moscou, le Kremlin doit à tout prix éviter la répétition du scénario ukrainien dans sa gestion de la crise biélorusse. Parmi les différentes options envisageables (attentisme risqué, invasion aux conséquences catastrophiques, soutien contreproductif à un régime illégitime), **Moscou doit se concentrer sur la seule susceptible de préserver leur relation bilatérale : l'organisation d'une transition du pouvoir à Minsk**. Il s'agirait de convaincre Loukachenka de se retirer, d'interagir avec les différentes figures du paysage politique biélorusse pour obtenir des garanties et, enfin, de soutenir les nouvelles autorités de transition dans la mise en place de nouvelles élections (*Centre Carnegie de Moscou*, 17 août 2020).

Pour A. Chraïbman, **une intervention militaire russe pour sauver Loukachenka est inenvisageable** : même si le régime devait chuter, Minsk resterait proche de Moscou, dont il dépend économiquement. En outre, le format actuel de la relation bilatérale convient à 70 % de la population biélorusse, tandis qu'une invasion armée susciterait une forte résistance populaire et un ressentiment durable envers la Russie. En revanche, en cas de changement de pouvoir à Minsk, il serait judicieux de ne pas provoquer Moscou par des mesures symboliques visant l'héritage soviétique ou la langue russe. Les Biélorusses eux-mêmes ne semblent pas d'ailleurs le souhaiter (*TUT.BY*, 15 août 2020).

V. Jarikhine, de l'Institut des pays de la CEI, considère que **l'État de l'Union russo-biélorusse restera une chimère compte tenu de l'asymétrie entre les deux pays** (Minsk n'a rien à apporter à Moscou sur le plan économique) et de l'impossibilité d'en confier la présidence à un dirigeant tiers. Selon A. Souzdaltsev, du Haut collège d'économie, Moscou n'a plus besoin d'A. Loukachenka, qui n'est pas un allié fiable (comme l'a montré son jeu trouble avec Kiev) et dont le régime vacillant ne tient que par la répression (*Ekspert Online*, 13 août 2020, *Ekspert Online*, 14 août 2020).

A. Kortounov souligne la proximité entre les sociétés russe et biélorusse. **La crise actuelle en Biélorussie, accentuée par le changement naturel des générations, pourrait à terme être répliquée dans la Russie poutinienne**. Les élites russes doivent initier dès à présent les réformes nécessaires en vue de la transition du pouvoir, qui s'annonce bien plus risquée et complexe que dans le pays voisin (*Russian International Affairs Council*, 17 août 2020).

Relations avec la Russie (aspects militaires)

Pour le général-lieutenant et expert militaire Iou. Netkatchev, les récents exercices militaires russes (24-28 août) dans le Nord-Ouest du pays, ainsi que la mobilisation et la mise en état d'alerte des forces armées en Biélorussie, ne visent pas à se préparer à une éventuelle agression de l'OTAN, contrairement à ce que suggèrent les discours officiels, mais sont dictées par le contexte intérieur biélorusse : pour Minsk, il s'agit de prévenir la « déstabilisation sociale », pour Moscou, d'envoyer un signal de soutien à

Points clés

- Malgré le refroidissement des échanges ukraino-biélorusses, leur relation devrait se maintenir du fait de l'interdépendance économique entre les deux pays. En revanche, les négociations sur le Donbass devront probablement être hébergées par une autre capitale.

- Les récentes tensions dans le Haut-Karabagh s'inscrivent dans les cycles d'affrontements et d'apaisement qui caractérisent cet espace. Leur principale conséquence est de limiter les perspectives, déjà réduites, de règlement du conflit. En revanche, les adversaires ne semblent pas en mesure de se lancer dans une véritable guerre.

l'armée biélorusse (*Russian International Affairs Council*, 17 août 2020).

Selon G. Ostapkovitch, du Haut collège d'économie, la dégradation des relations entre Minsk et Moscou aurait un impact économique limité pour la Russie. En revanche, **une rupture entre les complexes militaro-industriels des deux pays serait problématique** car les entreprises de défense russes dépendent des composants biélorusses (*Rosbalt*, 20 août 2020).

Pour l'expert militaire P. Louzine (sans affiliation connue), **depuis le déploiement des radars d'alerte précoce Voronej sur son territoire, la Russie n'a plus besoin de maintenir ce type de systèmes dans des pays tiers**. Cela concerne notamment la station radar *Volga* et le centre de communication de la marine russe de Vileïka en Biélorussie. Moscou ne peut cependant se contenter d'y renoncer, car il perdrait alors toute présence militaire chez son voisin. Selon le scénario le plus probable, **le Kremlin, en affichant son désintérêt pour ces sites sans se prononcer clairement sur leur abandon, devrait pousser les autorités biélorusses à proposer elles-mêmes d'accueillir une base militaire russe** à part entière. En contrepartie, Moscou pourrait renoncer à intensifier l'intégration politique entre les deux pays, à laquelle Minsk n'est pas favorable, tout en maintenant son soutien au régime biélorusse fragilisé (*Riddle*, 29 juillet 2020).

Ukraine

Pour le politologue (et correspondant de *Lenta.ru*) M. Semenov, outre les tensions bilatérales préexistantes, **la dénonciation du régime biélorusse par les capitales occidentales oblige Kiev à durcir sa posture à l'égard de Minsk**. Cependant, en raison de l'interdépendance économique entre les deux pays, une rupture semble exclue. Les répercussions sur le dossier du Donbass seront faibles : le processus de Minsk n'avancait déjà plus et **les négociations russo-ukrainiennes seront probablement accueillies par une capitale occidentale « neutre »** (*Gazeta.ru*, 25 août 2020).

Selon B. Petrenko, directeur adjoint de l'Institut ukrainien d'études sur l'extrémisme, **le changement de dénomination sur le futur statut du Donbass décidé par le gouvernement ukrainien – « régime spécial de gestion administrative » – pourrait permettre d'obtenir l'adhésion de la société ukrainienne**, jusqu'alors hostile au concept de « statut spécial », synonyme de reddition. Moscou ne devrait pas y faire obstacle, mais il continuera probablement de refuser toute modification tangible des accords de Minsk (*Nezavissimaïa Gazeta*, 16 août 2020).

Caucase du Sud

S. Markedonov, du MGIMO, **estime que les récents affrontements armés dans le Haut-Karabagh ne changent pas la donne, bien qu'ils aient dépassé les précédents en intensité**. Ils ne font que confirmer les positions des différents acteurs tiers : soutien d'Ankara à Bakou, crainte de Téhéran d'une déstabilisation régionale, refus de Moscou de se positionner en faveur de l'un ou l'autre camp, inefficacité de la diplomatie européenne malgré la bonne volonté de Paris. Le « mouvement de balancier » qui caractérise les relations arméno-azerbaïdjanaises, alternant crises et apaisement, devrait se poursuivre. **Les perspectives de compromis entre Erevan et Bakou semblent toutefois encore plus minces à l'issue de cette crise**. Pour le rédacteur en chef de *Rossïia v globalnoi politike* F. Loukianov, la Russie ne peut espérer parvenir à un règlement de ce conflit dans un avenir prévisible. Elle doit maintenir sa politique actuelle consistant à veiller à l'équilibre des forces entre les belligérants pour préserver le *statu quo* (*Russian International Affairs Council*, 23 juillet 2020, *Ekho Moskvy*, 15 juillet 2020).

Pour l'expert militaire de *Gazeta.ru* M. Khodarenok, les capacités militaires de l'Azerbaïdjan sont nettement plus importantes que celles de l'Arménie. **Néanmoins, une guerre de grande ampleur au Haut-Karabagh semble exclue**. Les deux adversaires ne disposent pas d'officiers formés à la « guerre moderne » et leur potentiel militaire s'épuiserait dès les premiers combats. Aucun n'a suffisamment d'infrastructures pour la réparation des équipements ni de munitions. Enfin, ni la

Points clés

- La coopération de Moscou avec les talibans en Afghanistan n'est pas dirigée contre Washington, mais vise à préserver la stabilité régionale. Elle risque cependant de prolonger la guerre civile et de favoriser l'implantation de groupes terroristes dans le pays.

- Tandis que son *hard power* au Moyen-Orient est voué à décroître, la Russie doit renforcer son *soft power* dans la région. Pour se démarquer de ses concurrents occidentaux, Moscou doit promouvoir son propre modèle de coopération, fondé sur l'absence d'ingérence politique et culturelle.

- L'implication russe en Libye doit être guidée principalement par des intérêts économiques. Les importantes ressources pétrolières, mais aussi hydrauliques du pays, doivent inciter Moscou à y maintenir sa présence à long terme, au-delà des alliances conjoncturelles avec les diverses forces politiques.

- La Russie pourrait tirer profit de la compétition turco-égyptienne en Libye en vendant ses chasseurs à la Turquie, et plus généralement en renforçant la coopération militaro-technique bilatérale.

- Les clés du règlement du conflit en Libye sont aujourd'hui dans les mains de Moscou et d'Ankara. Leurs actions conjointes devraient aboutir à un gel du conflit et une redistribution de la rente pétrolière et gazière entre les deux parties du conflit.

Russie, ni la Turquie ne se risqueraient à s'impliquer dans ce conflit (*Gazeta.ru*, 3 août 2020).

Afghanistan

Pour A. Kalinovski, de l'université de Temple (États-Unis), les rumeurs selon lesquelles la Russie aurait distribué des primes aux talibans ayant tué des soldats américains semblent fantaisistes. La politique russe en Afghanistan est dictée par des « calculs froids » liés aux intérêts sécuritaires russes, et n'est pas dirigée contre les États-Unis. **Le rapprochement russe avec les talibans vise à assurer la stabilité régionale après le départ éventuel des troupes américaines.** Il n'en reste pas moins que cette approche pourrait se révéler contreproductive et conduire à une prolongation de la guerre civile afghane, favorisant l'implantation de groupes islamistes concurrents (*Rossia v globalnoi politike*, 31 juillet 2020).

Moyen-Orient

Pour M. Soutchkov (MGIMO, Institut du Moyen-Orient), **la politique moyen-orientale de la Russie se trouve dans un moment charnière : elle entre dans une phase « post-syrienne », et plus largement « post-militaire ».** Pour y maintenir ses positions, la Russie doit apparaître comme une puissance capable aussi bien de faire la guerre que de bâtir la paix. Si les contours de sa stratégie se dessinent – augmenter les ventes d'armes et développer la coopération militaro-technique, s'imposer comme un médiateur diplomatique incontournable – **son *soft power* doit encore être étoffé.** Moscou doit notamment « dépeussier » ses centres culturels, encore très soviétiques, et intensifier l'accueil d'étudiants étrangers. Une approche différente doit être adoptée pour chaque pays en fonction de l'histoire des liens bilatéraux. Surtout, pour se démarquer de Washington et Bruxelles, **Moscou ne doit pas exercer d'ingérence culturelle et politique en contrepartie de son assistance** (*Russian International Affairs Council*, 25 juin 2020).

Le diplomate A. Baklanov, du Haut collège d'économie, considère que les intérêts économiques russes à long terme en Libye priment sur les alliances politiques conjoncturelles. Au-delà des hydrocarbures, le pays dispose d'un tiers des ressources en eau de l'Afrique et jouera un rôle clé dans la compétition croissante pour l'eau sur le continent. **Moscou doit donc s'efforcer de maintenir ses contacts avec toutes les forces politiques libyennes** (y compris celles de Tripoli et Misrata) **afin d'assurer son implantation durable dans le tissu économique du pays** (*Rossia v globalnoi politike*, 13 juillet 2020).

Selon K. Semenov, directeur du Centre de recherche sur l'Islam de l'Institut pour un développement innovant (IIR) et expert au RIAC, les manœuvres du Kremlin en Libye depuis 2011 placent aujourd'hui la Russie en première ligne dans le règlement du conflit au côté de la Turquie, tandis que le rôle de l'Égypte apparaît diminué. **Les efforts conjoints de Moscou et d'Ankara, déjà déployés en Syrie, mèneront vraisemblablement à un gel du conflit.** Ils devraient aboutir à **un maintien de la division du pays, une gestion commune de l'exploitation des hydrocarbures** et une redistribution de leurs revenus entre Tripoli et Tobrouk (*Russian International Affairs Council*, 5 août 2020).

Pour *Nezavisimoe Voïennoïe Obozrenie*, **la compétition entre la Turquie et l'Égypte pour la Libye devrait conduire Ankara à intensifier sa coopération militaro-technique avec Moscou**, en particulier sur le volet aérien : tandis que l'Égypte s'apprête à recevoir des chasseurs russes Su-35, la Turquie pourrait avoir besoin des Su-57 pour renouveler sa flotte de chasseurs lourds vieillissante. Elle pourrait aussi réutiliser certaines technologies et composants de cet appareil pour développer son propre chasseur TF-X (*Nezavisimoe Voïennoïe Obozrenie*, 30 juillet 2020).

Pour K. Semenov et A. Mardasov, également expert au RIAC, **la Russie encourage l'émergence de centres de pouvoir alternatifs en Syrie** en parallèle de son soutien au régime de Damas. Conscient de l'impossibilité de dominer l'ensemble des structures du pouvoir syrien, Moscou interagit avec d'anciennes formations rebelles, formellement réconciliées avec le gouvernement. Ces groupes sont réunis au sein de la

Points clés

- En Syrie, Moscou s'efforce de créer des centres de pouvoir alternatifs en s'appuyant sur des formations militaires prorusses, autrefois opposantes du régime syrien. Il s'agit de dessiner des zones tampons sous contrôle russe, afin de contrebalancer l'influence iranienne dans le pays.

- Dans le domaine de l'intelligence artificielle, la Russie ne peut prétendre rivaliser avec les États-Unis et la Chine, mais les efforts de l'État et du secteur privé pourraient lui permettre de s'imposer comme un acteur majeur dans certains domaines.

8^e brigade du 5^e corps d'assaut de volontaires, une formation semi-régulière de près de 3 000 soldats, fondée avec l'aide des forces armées russes et supervisée par celle-ci. La brigade joue un rôle de « tampon » russe dans le sud-ouest du pays, limitant de fait l'expansion iranienne dans la zone. **Moscou cherche désormais à créer d'autres formations prorusses et « zones offshore » supplémentaires sous son contrôle**, en rassemblant d'anciens opposants sunnites et des combattants gouvernementaux anti-iraniens. La Russie entend ainsi diversifier ses interlocuteurs et faire contrepoids à l'influence de Téhéran dans d'autres régions, en particulier dans le nord-est du pays (*Riddle*, 17 août 2020)

Énergie

Selon l'expert M. Kroutikhine, de *RusEnergy*, **une reprise à moyen terme des exportations de gaz russe à son niveau précédant la crise du COVID-19 semble peu probable** pour les raisons suivantes : la reprise difficile des activités industrielles dans les pays européens, leurs abondantes réserves de gaz acheté pendant la crise à bas prix, et la grande disponibilité du gaz naturel liquéfié (GNL) sur le marché. La mauvaise réputation de Gazprom, liée à son instrumentalisation par le pouvoir, ainsi que le développement des énergies renouvelables renforcent ces perspectives pessimistes (*Aktouahnye kommentariï*, 14 juillet 2020).

Intelligence artificielle

Pour N. Markotkine, du RIAC, et E. Tchernenko, de *Kommersant*, **la Russie n'est pas en mesure de remporter la « course pour l'intelligence artificielle » (IA) contre les États-Unis et la Chine. Cependant, le pays connaît une accélération du rythme de développement de ces technologies** et pourrait en devenir un acteur majeur, voire le *leader* dans certains domaines ciblés. En matière d'investissements publics et privés dans l'IA, la Russie se classe au niveau d'autres pays technologiquement avancés comme le Royaume-Uni. Par ailleurs, les efforts de l'État dans le domaine de l'enseignement devraient permettre de porter le nombre de spécialistes de l'IA à 6 000 en 2030, contre 650 en 2018. Le domaine militaire est l'un des axes de développement les plus forts ; l'aviation autonome et les systèmes de commandement et de contrôle semblent particulièrement prometteurs. La forte implication du secteur privé russe (qui a joué, par exemple, un rôle moteur dans la conception de drones) devrait aussi favoriser le développement des technologies IA à usage civil (*Centre Carnegie de Moscou*, 7 juillet 2020).

*avec le soutien de la Direction générale des Relations Internationales et de la Stratégie (DGRIS), Ministère des Armées.